

UDAF GUADELOUPE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

S O M M A I R E

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024**
- **COMPTES ANNUELS AU 31.12.2024**

U D A F G U A D E L O U P E

Siège social:
2 Rue Lardenoy,
97100 BASSE-TERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2024

A l'assemblée générale de l'association UDAF GUADELOUPE

1. Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'association Union départementale des Associations Familiales de Guadeloupe (UDAF 971)** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

KV

2. Fondement de l'opinion avec réserves

2.1- Motivation des réserves :

- **Réserve relative à l'absence d'acte de dévolution sur les fonds perçus dans le cadre de la reprise de deux établissements**

Suite à la reprise de deux établissements en septembre 2023, l'UDAF GUADELOUPE a perçu des fonds dont la contrepartie figure au passif du bilan, dans les autres dettes pour les montants suivants :

- SESSAD : 1 693K€
- CMPP : 1 448K€

Au 31/12/2024, les apports de fonds reçus, bien qu'enregistrés en comptabilité, n'ont toujours pas fait l'objet d'actes de dévolution ou de conventions juridiques formelles validées par les parties concernées.

En l'absence de tels documents juridiques, nous ne sommes pas en mesure de vérifier que ces montants, représentant environ **15,7 % du total du bilan** (soit un total bilan de **20 035 k€**), ont été comptabilisés de manière régulière et conforme à la réglementation applicable aux associations et à leurs règles de fonctionnement. Nous ne sommes pas en mesure non plus de nous assurer que leur inscription comptable actuelle reflète de manière fidèle les droits et obligations de votre association.

- **Réserves pour insuffisances du contrôle interne, relatif au suivi des créances usagers et des subventions à recevoir**

Les procédures de contrôle interne appliquées pour le suivi, la comptabilisation, et le recouvrement des créances usagers et des subventions sont insuffisantes. Il en résulte des difficultés de justifications des soldes comptables subsistants au bilan.

Nous avons notamment relevé des dysfonctionnements récurrents dans le dispositif de contrôle interne de la MAS en ce qui concerne :

- Le suivi des créances usagers, dont un volume important reste non recouvré depuis plusieurs exercices, sans justification suffisante ni provision systématique pour dépréciation. Au 31/12/2024, il figure à l'actif un arriéré de créances CGSS de 456K€, déprécié à hauteur de 297K€. Il existe un risque élevé de non-recouvrement sur cet arriéré.
- Ces insuffisances de contrôle interne relevées constituent une limitation dans le cadre de notre mission d'audit.

2.2- Référentiel d'audit :

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.3- Indépendance :

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2.4- Observations :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans les notes de l'annexe des comptes annuels :

- Concernant le suivi des fonds dédiés (point 3.3.4): Il figure au passif du bilan des fonds dédiés s'élevant à **2 875 205€** contre **2 483 669€** au 31/12/2023. Ce montant inclut des fonds dédiés qui sont antérieurs à 2012. Des démarches et recherches sont en cours pour régulariser les soldes anciens.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, outre les points décrits dans la partie « fondement de l'opinion avec réserves »:

- Nous avons porté une attention particulière à l'évaluation et à la comptabilisation des principales ressources de l'association, à savoir : les produits de tarification, les dotations globales de fonctionnement, les subventions et crédits non reconductibles obtenus. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier le respect des règles de comptabilisation spécifiques au secteur médico-social et le respect du principe de séparation des exercices.

- Nous avons vérifié que les subventions à recevoir étaient correctement rattachées à l'exercice. Concernant les soldes de subventions anciennes, nous nous sommes assurés qu'ils étaient dépréciés pour tenir compte du risque de non – recouvrement. Nous avons cependant relevé des dysfonctionnements dans les procédures de suivi et le recouvrement des soldes de subventions.
- Nous avons contrôlé les justificatifs des disponibilités bancaires.
- Nous avons vérifié les dettes financières au passif du bilan.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « fondement de l'opinion avec réserves », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

KV

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

- Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport qui en fait partie intégrante.

Fait à Baie-Mahault,
Le 22 Juillet 2025

Le commissaire aux comptes



commissaire
aux comptes

Ketty VALMORIN

ANNEXE

Une description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	263 053	126 535	136 518	211
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes	15 386		15 386	15 386
	TOTAL	278 440	126 535	151 904	15 598
	Terrains	2 308 932		2 308 932	2 308 932
	Constructions	8 053 107	3 117 484	4 935 622	4 890 584
	Inst. techniques, mat.out.industriels	4 137 071	2 186 931	1 950 140	913 299
Actif circulant	Immobilisations corporelles en cours	352 456		352 456	1 296 966
	Avances et acomptes	157 405		157 405	59 316
	TOTAL	15 008 972	5 304 416	9 704 556	9 469 099
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	3 311		3 311	3 311
	Prêts	-1 000		-1 000	400
	Autres	52 713		52 713	52 713
	TOTAL	55 025		55 025	56 425
	Total I	15 342 437	5 430 951	9 911 486	9 541 122
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 338 239	381 109	957 130	1 127 402
	Créances reçues par legs ou donations		10 580	-10 580	-10 396
	Autres	2 766 875	22 301	2 744 573	1 865 045
	TOTAL	4 105 114	413 991	3 691 123	2 982 051
	Valeurs mobilières de placement	5 352		5 352	5 261
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	6 366 991		6 366 991	8 481 073
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	59 953		59 953	47 414
	Total II	10 537 412	413 991	10 123 420	11 515 800
Actif	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		25 879 850	5 844 943	20 034 907	21 056 923
Remarques	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

kv

UDAF CONSOLIDE

31/12/2024
Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	796 860	796 860
	Fonds propres complémentaires	1 700 000	1 700 000
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	39 650	39 650
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	1 028 683	949 987
	Report à nouveau	734 300	814 237
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-1 905 392	-1 240
	Situation nette (sous-total)	2 394 102	4 299 494
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 867 355	2 023 150
	Provisions réglementées	800 249	625 105
Total I		5 061 707	6 947 750
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	2 875 204	2 483 668
Total II		2 875 204	2 483 668
Provisions	Provisions pour risques	379 643	423 167
	Provisions pour charges	411 634	423 804
Total III		791 278	846 972
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	3 232 038	3 800 097
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	26 245	25 350
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	580 048	415 872
	Dettes des legs ou donations	358	358
	Dettes fiscales et sociales	2 853 220	2 249 630
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	147 258	48 840
	Autres dettes	4 313 180	4 182 514
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	154 366	55 866
Total IV		11 306 716	10 778 530
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		20 034 907	21 056 923
Révisions	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	2 287 537	2 543 006
	(2) Dont emprunts participatifs		

UDAF CONSOLIDE

31/12/2024
Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	17 379	18 337
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 456 110	2 238 613
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	11 287 473	10 203 431
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 017 525	806 971
	Utilisations des fonds dédiés	128 234	15 216
	Autres produits	82 688	20 580
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	14 989 412	13 303 151
	Achats de marchandises	3 082	8 081
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	3 410 198	2 741 358
	Aides financières		12 432
	Impôts, taxes et versements assimilés	493 414	513 173
	Salaires et traitements	8 005 017	6 618 638
	Charges sociales	3 325 078	2 615 622
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	448 545	421 905
	Dotations aux provisions	353 670	542 759
	Reports en fonds dédiés	286 901	76 457
	Autres charges	63 035	35 988
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	16 388 946	13 586 417
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-1 399 534	-283 266

Kw

UDAF CONSOLIDE

31/12/2024
Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	196	247
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		196	247
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	39 659	52 534
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	39 659	52 534
2. Résultat financier (III-IV)		-39 463	-52 287
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-1 438 998	-335 553
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	48 124	479 645
	Sur opérations en capital	158 711	194 503
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	194 038	20 638
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		400 874	694 786
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	410 157	241 367
	Sur opérations en capital		2 467
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	457 110	116 639
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		867 267	360 473
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-466 394	334 312
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		15 390 482	13 998 185
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		17 295 874	13 999 426
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-1 905 392	-1 241
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

UDAF CONSOLIDE

31/12/2024

Comptes annuels



EXPERTYS
GROUPE
Conseil - Expertise-comptable - Audit

Annexe

Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs	3
2	Principes et méthodes comptables	4
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	5
3.1	Actif immobilisé	5
3.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
3.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
3.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	7
3.1.4	Durée d'amortissement	8
3.2	Actif circulant	8
3.2.1	Actif circulant / Dépréciations	8
3.2.2	Dépréciation de l'actif	9
3.3	Fonds propres	10
3.3.1	Notes sur le bilan passif	11
3.3.2	Le résultat de l'exercice	12
3.3.3	Provisions réglementées & provisions pour risques et charges	12
3.3.4	Suivi des fonds dédiés	13
3.4	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	14
3.5	Compte de résultat	15
3.5.1	Résultat par activité ou établissement	15
3.5.2	Ventilation des produits d'exploitation	16
3.5.3	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	17
4	Informations relatives à l'effectif	18



ANNEXE ASSOCIATION PREAMBULE

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

1° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du CASF, de :

« a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles; »

« b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune; »

« c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge; »

« d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal. »

2° de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagers et consommatrices de biens et services) ;

4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 20 034 907 euros.

Le résultat net comptable est un déficit de -1 905 392 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



1 Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs

Deux faits marquants sur cet exercice :

- Entrée d'une nouvelle structure à l'UDAF GUADELOUPE : ALSH.

Les comptes de cette nouvelle structure ont été établis pour la période de septembre à décembre 2024.

La dévolution des deux structures entrées en 2023, CMPP et SESSAD, n'a pas encore été actée par les 2 assemblées et de ce fait, il n'y a toujours pas eu de transfert à l'UDAF des actifs.

- Condamnation de la Tutelle au règlement de dettes de deux usagers à :
 - CENTRE GERONTOLOGIQUE pour 90K€ provisionné en 2018 donc pas d'impact sur cet exercice pour loyers impayés
 - JARDIN DE BELOST pour 65K€ pour l'hébergement de Mr LABANSINE de novembre 2015 à juin 2017 au titre de l'Aide Social à l'Hébergement



2 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable applicable pour les Établissements Sociaux et Médico-Sociaux pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2020.

Le plan comptable spécifique appliqué est celui des Établissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.



3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non- recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.



3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	140 916	138 541	1 017	-	278 440
Immobilisations corporelles	Terrains	2 308 932	-	-	-	2 308 932
	Constructions	7 782 953	270 154	-	-	8 053 107
	Install. Tech., mat., outillage	670 929	26 887	5 950	-	691 866
	Install. générales, ag. Am. divers	1 094 474	1 156 037	5 296	-	2 245 215
	Matériel de transport	202 001	2 235	194	-	204 042
	Mat. bur., informatique, mobillier	936 024	77 683	17 759	-	995 948
	Immo. Corp. En cours	1 296 967	221 502	1 166 012	-	352 457
	Avances et acomptes	59 316	98 089	-	-	157 405
	Total III	14 351 595	1 852 587	1 195 211	-	15 008 972
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	3 311	-	-	-	3 311
	Prêts et autres immo. financières	53 114	-	1 400	-	51 714
	Total IV	56 425	-	1 400	-	55 025
Total général		14 548 936	1 991 128	1 197 628	-	15 342 437



3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	125 318	2 234	1 017	126 535
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	2 892 369	225 116	-	3 117 485
	Install. Tech., mat., outillage	510 608	32 886	5 122	538 372
	Install. générales, ag. Am. divers	792 135	69 223	1 974	859 384
	Matériel de transport	81 367	14 069	195	95 241
	Mat bur., informatique, mobilier	606 017	99 540	11 624	693 933
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		4 882 496	440 834	18 915	5 304 415
Total général		5 007 814	443 068	19 932	5 430 950

3.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	125 318	2 234	-	1 017	-	126 535
Corporelles	4 882 49	440 834	-	18 915	-	5 304 415
TOTAL	5 007 814	443 068	-	19 932	-	5 430 950



3.1.4 Durée d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	De 2 à 50 ans
Logiciels	Linéaire	De 1 à 10 ans
Matériels et outillage	Linéaire	De 2 à 15 ans
Installations générales	Linéaire	De 2 à 20 ans
Matériel de transport	Linéaire	De 1 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	De 2 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	De 1 à 10 ans

3.2 Actif circulant

3.2.1 Actif circulant / Dépréciations

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Autres créances	52 713		52 713
Créances de l'actif circulant :			
Usagers	1 338 240	957 130	381 110
Autres	2 766 875	2 766 875	
Charges constatées d'avance	59 953	59 953	
TOTAL	4 217 781	3 783 958	433 823



3.2.2 Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	376 147	5 503	540	381 110
Autres	126 099	183	93 400	32 882
TOTAL	502 246	5 686	93 940	413 991



3.3 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	2 496 860	-	-	-	-	-	-	2 496 860
Fonds propres avec droit de reprise	39 650	-	-	-	-	-	-	39 650
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	949 988	78 696	-	-		-		1 028 684
Report à nouveau	814 238	-79 937	-	-		-		734 301
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 241	1 241	-	-	-	1 905 392	-	-1 905 392
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	2 023 150			-		155 794		1 867 356
Provisions réglementées	625 106			175 143		-		800 249
TOTAL	6 947 751	0	-	175 143	-	2 061 186	-	5 061 708



3.3.1 Notes sur le bilan passif

Subventions d'investissement

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
AFNIC	SAVS EQUIPEMENT	10 000	-	-	10 000
CNSA	MAS	1 500 000	-	-	1 500 000
CONSEIL REGIONAL	MAS	300 000	-	-	300 000
ARS	MAS	67 000	-	-	67 000
EMPLOI OUTRE MER	INSTITUTION BUS-CAF	111 178	-	-	111 178
EMPLOI OUTRE MER		17 316	-	-	17 316
PROJET NUMERIQUE		44 940	-	-	44 940
INVESTISSEMENT		1 477 410	-	-	1 477 410
Total		3 527 845	-	-	3 527 845

Engagements de retraite

Ils s'élèvent à 348 168,15 euros au 31/12/2024 contre 343 632,78 euros l'année précédente.

Méthode de calcul

Selon l'article 18 de la convention, en cas de départ à la retraite, le préavis sera celui applicable en cas de démission, tel que défini conventionnellement. Tout salarié permanent cessant ses fonctions pour départ en retraite bénéficiera d'une indemnité de départ dont le montant sera fixé à :

- a. un mois des derniers appointements, y compris les indemnités permanentes constituant des compléments de salaire, s'il totalise dix années d'ancienneté au service de la même entreprise ;
- b. trois mois des derniers appointements, y compris les indemnités permanentes constituant des compléments de salaire, s'il a au moins quinze ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention ;
- c. six mois des derniers appointements, y compris les indemnités permanentes constituant des compléments de salaire, s'il a au moins vingt-cinq ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la présente convention.

Fonds gérés

Les fonds gérés pour les majeurs protégés s'élèvent à 377 460,29 euros au 31/12/2024 contre 300 465,26 euros l'année précédente.



3.3.2 Le résultat de l'exercice

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	N	N-1
RESULTAT COMPTABLE	-1 905 392	-1 241
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-1 905 392	-1 241
Dont résultat effectif sous gestion propre	-1 301	-34 356
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-1 904 091	33 115

3.3.3 Provisions réglementées & provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions réglementées	625 106	218 470	43 326	800 249
Provisions pour risques & charges	846 972	348 168	403 862	791 278
TOTAL	1 472 078	566 638	447 189	1 591 527



3.3.4 Suivi des fonds dédiés

Ressources	Montant initial	Année	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisations en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur de nouvelles ressources affectées	Régularisation fonds propres	Fonds restants à engager en fin d'exercice
MAS			362 528			-9 003	353 525
SAMSAH	25 000	2015	70 692				70 692
TUTELLE			986 931	70 772			916 159
TUTELLE	396 771	2024		7 966	396 771		388 805
GEM	171 760		131 250				131 250
Dont salle de loisir	21 760	2012	0				0
Dont GEM 4	75 000	2014	56 250				56 250
Dont GEM 4	75 000	2015	75 000				75 00
INSTITUTION			769 211	47 280			721 931
INSTITUTION	129 785	2024			129 785		129 785
ESAT LES MOSAIQUES			163 057				163 057
TOTAL			2 483 669	126 018	526 556	-9 003	2 875 205



3.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts			
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	1 338 240	957 130	381 110
	Autres	2 766 875	2 766 875	
Charges constatées d'avance		59 953	59 953	
TOTAL		4 165 068	3 783 958	381 110

Prêts accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	944 502	240 723	311 137	392 642
	à plus d'1 an à l'origine	2 287 537	2 287 537		
Emprunts et dettes financières divers		26 245	26 245		
Fournisseurs et comptes rattachés		580 049	580 049		
Dettes fiscales et sociales		2 853 220	2 853 220		
Dettes sur immobilisations et Comptes		147 258	147 258		
Autres dettes		4 313 180	4 313 180		
Produits constatés d'avance		154 366	154 366		
TOTAL		11 306 357	10 602 578	311 137	392 642

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	311 415
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	



3.5 Compte de résultat

3.5.1 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre		
1 ESAT COM	56 393	
2 GEM	1 000	
3 SALV		540
4 INSTITUTION	58 626	
5 SIEGE		205 371
6 VFE	127 637	
7 FAMILLE D'ACCUEIL	-	-
8 PENSION DE FAMILLE		40 677
9 RESIDENCE D'ACCUEIL	16 551	
10 I GENIUS		41 569
11 ALSH PETIT CANAL	29 251	
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)		
12 MAS	455 562	
13 SAMSAH	71 180	
14 ESAT LES MOSAIQUES		46 686
15 CMPP	773 105	
16 SESSAD	250 698	
17 TUTELLE	209 636	
18 SAVS	190 596	
Résultat de l'exercice	1 905 392	



3.5.2 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

ETABLISSEMENTS SOUS CONTROLE DE TIERS	VENTES DE MARCHANDISES, BIENS & SERVICES	PRODUITS DE TARIFICATION & SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	TOTAUX
MAS	232 560	2 940 014	3 172 574
SAMSAH	55	1 215 045	1 215 100
ESAT LES MOSAQUES		1 041 848	1 041 848
CMPP		1 099 618	1 099 618
SESSAD		514 792	514 792
TUTELLE	75 091	2 875 218	2 950 309
SAVS	270	559 094	559 364
TOTAUX	307 976	10 245 629	10 553 605



ETABLISSEMENTS NON REGLEMENTES	VENTES DE MARCHANDISES, BIENS & SERVICES	PRODUITS DE TARIFICATION & SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	TOTAUX
ESAT COM	120 924		120 924
GEM			
SALV			
INSTITUTION	55 972	322 453	378 425
SIEGE	260 940		260 940
VFE	863 203	287 089	1 150 292
FAMILLE D'ACCUEIL			
PENSION DE FAMILLE	132 379	292 149	424 528
RESIDENCE D'ACCUEIL	53 025	85 410	138 435
I GENIUS	719 972	38 800	758 772
ALSH PETIT CANAL	37 937	15 943	53 880
TOTAUX	2 244 352	1 041 844	3 286 196

PRODUCTION DE L'EXERCICE	2 552 328	11 287 473	13 839 801
-------------------------------------	------------------	-------------------	-------------------

3.5.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	44 811	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	44 811	



4 Informations relatives à l'effectif

Effectif selon répartition réelle

Raison sociale	Effectif ETP	Effectif Présent
ALSH PETIT CANAL	0.53	5
I GENIUS	14.16	15
MAS	36.75	47
SAVS	6	6
CMPP	20.96	24
VFE	25.34	30
ESAT LES MOSAIQUES	11.5	12
PENSION DE FAMILLE	2	2
SAMSAH	14	14
TUTELLE	30.83	34
SESSAD	8.8	10
SIEGE	12	13
TOTAL	182.87	212